AVIS DE CONSULTATION DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Modernisation des exigences réglementaires prescrites pour la partie VII - Avis en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*

Tous les lieux de travail assujettis à la [Loi sur la santé et la sécurité au travail \(LSST\)](#) sont tenus d'informer et de signaler au ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences (MTFDC) et à d'autres parties nommées en milieu de travail de tout décès, blessure critique, maladie professionnelle et autres incidents ou événements prescrits sur le lieu de travail. Ces obligations ne seraient pas affectées par cette proposition.

Selon le lieu de travail, les informations à communiquer peuvent être prescrites dans l'un des huit règlements de la LSST, dont les suivants :

- [Règl. de l'Ont. 213/91 : CHANTIERS DE CONSTRUCTION \(articles 8 à 12\)](#)
- [Règl. de l'Ont. 67/93 : ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE SANTÉ \(articles 5 et 6\)](#)
- [Règl. de l'Ont. 629/94 : OPÉRATIONS DE PLONGÉE \(articles 10 et 11\)](#)
- [R.R.O. 1990, Règl. 851 : ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS \(articles 5 et 6\)](#)
- [R.R.O. 1990, Règl. 854 : MINES ET INSTALLATIONS MINIÈRES \(article 21\)](#)
- [R.R.O. 1990, Règl. 855 : PÉTROLE ET GAZ EXTRACÔTIERS \(articles 7 à 10\)](#)
- [Regulation 861 – X-Ray Safety \(articles 13 et 14\)](#) [en anglais seulement]
- [R.R.O. 1990, Règl. 859 : NETTOYAGE DES VITRES \(articles 5 et 6\)](#)

Les exigences de déclaration prescrites dans ces règlements sont similaires, mais différentes les unes des autres. Certains lieux de travail ne relèvent pas de l'un de ces règlements, comme les fermes, les écoles, les parcs d'attractions, les services policiers et les pompiers. Pour ces lieux de travail, il incombe à l'employeur de déterminer les informations qui doivent être communiquées. Afin d'aider les employeurs et les constructeurs à remplir leurs obligations, le MTFDC propose de rationaliser les exigences en matière de rapports écrits en un seul règlement qui s'appliquerait à tous les lieux de travail couverts par la LSST.

De plus amples informations sur le règlement proposé sont présentées ci-dessous :

Définitions

Blessures critiques

Le règlement proposé intégrerait la définition des blessures critiques qui figure actuellement dans le [R.R.O. 1990, Règl. 834 : BLESSURE CRITIQUE – DÉFINITION](#).

Soins médicaux

Le paragraphe 52(1) de la LSST exige un avis lorsqu'une personne est incapable d'effectuer son travail habituel ou a besoin de *soins médicaux* en raison d'un accident, d'une explosion, d'un incendie ou d'un incident de violence sur le lieu de travail, mais que personne n'est décédé ou gravement blessé à cause de cet événement.

Comme les *soins médicaux* ne sont pas définis, il peut y avoir une incertitude parmi les intervenants du MTFDC quant à savoir si les blessures pouvant être traitées au moyen des premiers soins de base doivent être déclarées en application du paragraphe 52(1). Pour y remédier, le MTFDC propose de définir les *soins médicaux* comme ceux qui nécessitent une évaluation ou un traitement par un professionnel de la santé légalement qualifié. Cette proposition de modification précise que les blessures non invalidantes évaluées et traitées à l'aide de méthodes de premiers soins de base ne doivent pas être signalées aux termes du paragraphe 52(1) de la LSST.

Application

Le règlement proposé s'appliquerait à tous les lieux de travail assujettis à la LSST.

Articles 51 et 52 – Avis et rapports écrits

Le règlement proposé établirait les exigences en matière de production de rapports écrits pour les incidents mettant en cause un travailleur. Ces dernières années, la définition d'un travailleur¹ dans le cadre de la LSST a été élargie pour inclure certaines personnes qui travaillent et fournissent des services sans compensation monétaire, comme les étudiants d'établissements secondaire et postsecondaire qui travaillent dans le cadre de programmes de travail approuvés par leur établissement d'enseignement.

L'article 51 de la LSST s'applique aux incidents mettant en cause des « personnes ». La déclaration d'un incident au MTFDC et aux parties du lieu de travail en application de l'article 51 de la LSST concernant des personnes² qui ne sont pas des travailleurs resterait la même, mais il n'y aurait pas d'exigences réglementaires en matière de déclaration. Cette disposition est la reconnaissance du fait qu'il peut ne pas être raisonnable ni possible pour un employeur d'obtenir ces informations pour des personnes qui ne sont pas des travailleurs. Si nécessaire, les informations supplémentaires requises par le MTFDC peuvent être obtenues par d'autres méthodes, comme la demande d'une copie du rapport de police, le cas échéant, ou en communiquant avec un employeur.

Incidents de véhicules à moteur (IVM)

¹ Voir [le paragraphe 1\(1\) de la LSST](#), Définitions.

² En vertu de la LSST, un avis est requis si une personne est tuée ou gravement blessée sur le lieu de travail et s'il existe un lien raisonnable entre le danger qui a entraîné la blessure critique ou le décès et la santé et la sécurité des travailleurs. Voir <https://www.ontario.ca/fr/page/signalement-des-incident-sur-le-lieu-de-travail-ou-des-risques-lies-la-structure#section-1>.

Les exigences en matière de rapports écrits définies dans le règlement proposé seraient limitées aux IVM sur les routes privées et aux IVM mettant en cause un ou plusieurs travailleurs travaillant sur une autoroute, ou à proximité d'une telle voie, dans ou à proximité d'une autoroute³, comme les IVM mettant en cause des travailleurs sur un chantier de construction. Cette approche reconnaîtrait le MTFDC comme responsable des enquêtes sur les incidents survenant sur les routes privées (p. ex., l'exploitation forestière) et les chantiers, et un service de police comme responsable des enquêtes sur les incidents survenant sur les voies publiques. Si nécessaire, les informations supplémentaires dont le MTFDC a besoin pour étayer ses enquêtes peuvent être obtenues par d'autres méthodes.

Exigences en matière de rapports écrits

Le règlement proposé énumérerait un ensemble unique d'exigences en matière de rapports écrits à inclure dans les avis ou rapports écrits (articles 51 et 52 de la LSST).

Ces exigences comprendraient les suivants :

- Le nom, l'adresse et le type d'activité de l'employeur,
- Le nom et l'adresse du constructeur, pour les incidents où un travailleur a été tué ou gravement blessé sur un chantier.
- Le nom et l'adresse ou d'autres coordonnées, selon le cas, du travailleur qui a été tué ou gravement blessé; qui a été empêché d'effectuer son travail habituel; qui a eu besoin de soins médicaux dispensés par un médecin légalement qualifié ou qui a contracté une maladie.
- L'heure, la date et le lieu de l'événement.
- La nature de la blessure physique ou de la maladie professionnelle.
- La nature et les circonstances de l'événement, y compris une description de toute machine ou procédure ou de tout équipement mis en cause.
- Les noms, adresses ou autres coordonnées, selon le cas, de tous les témoins de l'incident, s'il y a lieu.
- Le nom et l'adresse du professionnel de la santé légalement qualifié ou de l'établissement qui a traité le travailleur blessé ou malade, le cas échéant.
- Les mesures prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

Avis en vertu de l'article 53 (OHSa) (incidents sans blessures)

Les incidents à notifier prévus ou prescrits par l'article 53 de la LSST resteraient inchangés dans le règlement proposé. Les incidents à déclarer en question se trouvent dans les règlements suivants :

- [Règl. de l'Ont. 213/91 : CHANTIERS DE CONSTRUCTION \(article 11\)](#)
- [Règl. de l'Ont. 629/94 : OPÉRATIONS DE PLONGÉE \(article 10\)](#)
- [Règl. 854 : MINES ET INSTALLATIONS MINIÈRES \(article 21\)](#)
- [Regulation 861 – X-Ray Safety \(articles 13 et 14\)](#) [en anglais seulement]

³ Une autoroute étant définie selon le *Code de la route*, ou sur l'autoroute privée à péage connue sous le nom d'autoroute 407.

Le règlement proposé énumérerait un ensemble unique d'exigences en matière de rapports écrits à inclure dans les avis ou rapports écrits exigés aux termes de l'article 53 de la LSST).

Ces exigences comprennent :

- Le nom et l'adresse du constructeur pour les incidents survenus sur les chantiers.
- Le nom, l'adresse et le type d'activité de l'employeur pour tous les autres incidents à déclarer.
- L'heure, la date et le lieu de l'événement.
- La nature et les circonstances de l'événement, y compris une description de toute machine ou procédure ou de tout équipement mis en cause.
- Les mesures prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

Incidents sans blessure mettant en cause « une panne de matériel, de machine, d'appareil, d'article ou d'objet »

Dans certaines circonstances, l'article 53 de la LSST exige qu'un avis soit donné au MTFDC en cas de « panne de matériel, de machine, d'appareil, d'article ou d'objet ». Les intervenants du MTFDC peuvent être incertains de ce qui constitue une panne et du moment où elles doivent communiquer un avis.

Les exigences en matière de rapport écrit énoncées dans le règlement proposé s'appliqueraient aux incidents devant être signalés aux termes de l'article 53 lorsque *la panne de matériel, de machine, d'appareil, d'article ou d'objet aurait pu présenter un risque pour la vie, la santé ou la sécurité d'un travailleur.*

Cela contribuerait à clarifier l'intention sous-jacente à l'avis, soit de garantir que des mesures correctives soient prises afin de prévenir de futures pannes susceptibles de blesser gravement un travailleur, de lui nuire ou de lui être fatales.

Avis au titre de l'article 53.1 – avis supplémentaires

Il n'y a aucun changement aux exigences relatives aux avis devant être complétés par l'avis écrit d'un ingénieur ou d'un architecte professionnel dans les 14 jours suivant un événement, conformément aux dispositions du [Règl. de l'Ont. 67/93 : établissements d'hébergement et de soins de santé \(article 6\)](#), [Règl. 859 : nettoyage des vitres \(article 6\)](#) et [Règl. de l'Ont. 213/91 : chantiers de construction \(article 12\)](#).

Dossiers

Le règlement proposé exigerait que les rapports ou avis écrits soient conservés par l'employeur ou le constructeur pendant au moins un an, ou pendant une période plus longue si nécessaire, afin de garantir la conservation des deux dossiers les plus récents.

Comment participer à la consultation

Les parties prenantes sont invitées à soumettre leurs commentaires sur tout ou partie des changements proposés pour moderniser les exigences réglementaires prescrites à la partie VII – Avis en vertu de la LSST.

La période de consultation se termine le 12 février 2021. Les soumissions peuvent être envoyées par la poste, par télécopie ou par voie électronique aux adresses suivantes :

Courriel

WebHSpolicy@ontario.ca

Courrier

Projet de déclaration d'incidents aux termes de la LSST
Direction des politiques en matière de santé, de sécurité et d'assurance
Ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences
400, av. University, 14^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1T7

AVIS AUX PARTICIPANTS À LA CONSULTATION

Les soumissions et les commentaires fournis au ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences (le Ministère) font partie d'un processus de consultation publique visant à solliciter des avis sur la proposition de modernisation des exigences réglementaires prescrites pour la partie VII – Avis de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Le Ministère pourrait publier ou afficher vos soumissions ou des résumés de celles-ci dans le cadre de ce processus. En outre, le Ministère peut également divulguer vos observations, vos commentaires ou des résumés de ceux-ci à d'autres parties pendant et après la période de consultation.

Par conséquent, vous ne devez pas inclure les noms des autres parties (tels que les noms des employeurs ou des autres employés) ou toute autre information permettant d'identifier les autres parties dans votre soumission.

En outre, si vous ne souhaitez pas que votre identité soit rendue publique, vous ne devez pas inclure votre nom ou toute autre information permettant de vous identifier dans le corps du texte. Si vous fournissez des informations susceptibles de révéler votre identité dans le corps de la demande, ces informations pourraient être divulguées avec des documents publiés ou mises à la disposition du public. Toutefois, votre nom et vos coordonnées fournis en dehors du corps de votre texte (comme ceux qui peuvent se trouver dans une lettre de motivation, sur l'extérieur d'une enveloppe, ou dans l'en-tête ou la signature d'un courriel) ne seront pas divulgués par le Ministère, sauf si la loi l'exige. Une personne qui fournit une soumission ou des commentaires et qui indique une affiliation professionnelle à une organisation sera considérée comme un représentant de cette organisation et son identité en tant que représentant de l'organisation pourra être divulguée en sa qualité professionnelle.

Les renseignements personnels recueillis au cours de cette consultation sont régis par la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et sont conformes au paragraphe 38(2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Si vous avez des questions relativement à la collecte de renseignements personnels à la suite de cette consultation, vous pouvez communiquer avec le Bureau de l'accès à l'information du ministère, 400, av. University, 10^e étage, Toronto (Ontario) M7A 1T7, ou en composant le 416-326-7786.